

A propos de l'ouvrage de Julie Sedel, *Les médias et la banlieue*, Editions Le bord de l'eau/INA, collection « Penser les médias », 2009 (préface de Gérard Mauger).

*Les médias et la banlieue*, version remaniée d'une thèse soutenue en 2007[1], a pour ambition essentielle de saisir les quartiers populaires comme « enjeu de lutte symbolique », c'est-à-dire comme objet d'une concurrence entre producteurs de discours inégalement dotés en ressources matérielles et symboliques (et donc plus ou moins en capacité d'imposer la légitimité de leurs points de vue propres). Plus particulièrement, Julie Sedel cherche à mettre en évidence la contribution spécifique des médias à la fabrication et à la diffusion du stigmate attaché aujourd'hui à la banlieue et à ses habitants.

En s'inspirant du cadre théorique élaboré par Pierre Bourdieu et dans la lignée des travaux de Patrick Champagne[2], qui a d'ailleurs dirigé la thèse dont est issu ce livre, cela revient à décrire les mécanismes proprement médiatiques d'imposition du « problème social des banlieues » - ou plutôt des banlieues comme « problème social ». Il ne va en effet nullement de soi que la paupérisation d'une partie des travailleurs soit posée et pensée comme le produit d'une « fracture urbaine » opposant quartiers centraux et quartiers périphériques, et non comme la manifestation d'une lutte menée par le patronat pour faire payer la crise économique du début des années 1970 aux classes populaires (et particulièrement à la classe ouvrière). Julie Sedel propose ainsi une périodisation de l'évolution socioéconomique des quartiers populaires et du « travail de définition les conduisant à apparaître comme un problème susceptible d'être débattu publiquement et de faire l'objet de politiques publiques » :

- Une première période se déploie dans les années 1950 et 1960, durant laquelle apparaissent les grands ensembles en réponse à la crise du logement postérieure à la 2<sup>nd</sup>e guerre mondiale.
- Une deuxième phase s'ouvre au cours des années 1970 avec la « paupérisation des grands ensembles », en lien direct avec la crise économique et la politique gouvernementale en matière de logement (orientée vers l'idéal d'accession à la propriété).
- La troisième étape, qui correspond au début des années 1980, se caractérise par « le marquage des grands ensembles comme quartiers d'immigrés », avec la montée du discours lepéniste symbolisée par l'entrée en scène médiatique de Jean-Marie Le Pen, qui rassemble 16 millions de téléspectateurs en octobre 1985 lors de son passage dans l'émission politique *L'Heure de vérité*.
- La quatrième phase s'étend du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 et renvoie à la mise en place de la « politique de la ville », c'est-à-dire au processus d'« institutionnalisation du "problème des banlieues" dans des postes et des financements », avec notamment la création en 1990 d'un « ministère de la Ville ».
- La dernière période, qui s'amorce dans les années 1990, voit le déploiement de politiques essentiellement sécuritaires en réponse à la crise sociale dans laquelle s'enfoncent les quartiers populaires. Fait significatif, le PS se rallie en 1997 lors du colloque de Villepinte à cette nouvelle période initiée par le gouvernement Balladur à travers son ministre de l'Intérieur Pasqua.

L'ouvrage de Julie Sedel se fonde sur deux types d'enquête dont l'articulation n'est pas clairement mise en évidence, ce qui donne au lecteur une impression d'éclatement et lui assigne la tâche de faire le lien entre les deux approches proposées. La première porte sur les « transformations des quartiers HLM » à travers l'exemple de deux quartiers, l'un situé à Gennevilliers et l'autre à Pantin. Elle y décrit tout d'abord les mécanismes de hiérarchisation de l'espace résidentiel et de marginalisation progressive des quartiers populaires, notamment sous l'effet de la décision prise par Raymond Barre en 1977 de remplacer l'aide à la pierre par l'aide à la personne, incitant les « petits-moyens »[3] à accéder à la propriété (via des quartiers pavillonnaires dont la fonction tient précisément dans ce caractère intermédiaire entre les grands ensembles et la banlieue aisée). L'auteure met également l'accent sur les stratégies mises en œuvre - par peur du déclassement social - par ces mêmes petites classes moyennes (particulièrement les familles « autochtones ») mais aussi par les fractions les plus politisées des classes populaires. En lien étroit avec les fermetures d'usine, la précarisation des emplois et l'affaiblissement de l'action syndicale qui en est le corollaire, ce processus est à l'origine de la dépolitisation des quartiers populaires et de la distance qui s'est instaurée - et ne s'est pas démentie depuis - entre « la gauche et les cités »[4].

La seconde dimension du travail de Julie Sedel consiste, comme le dit Gérard Mauger dans sa préface, en une « enquête sur des enquêtes », et c'est là que réside l'originalité principale de cet ouvrage. L'auteure s'attache ainsi à appréhender l'évolution du discours médiatique sur les banlieues non pas simplement dans ses contenus mais dans ses conditions de production, en rendant compte de la division hiérarchisée du travail journalistique, des conditions concrètes dans lesquelles les journalistes exercent leur métier, ainsi que des techniques de dramatisation impliquées par la « montée des logiques d'audience ». Cela rend mieux compréhensible au lecteur la formation et la diffusion de stéréotypes régulièrement réactivés lorsque, pour des raisons qui méritent d'être étudiées en elles-mêmes car elles signalent des phénomènes d'attention sélective de la part des rédactions, les quartiers populaires sont mis à « l'agenda médiatique ». A partir de l'étude d'articles de presse et de reportages télévisés (des années 1960 à 2000), mais aussi d'entretiens avec des journalistes, Julie Sedel montre en effet que, de la période d'édification des grands ensembles à nos jours, le regard médiatique est passé d'une curiosité - tantôt bienveillante, tantôt pessimiste - envers ces lieux (caractérisés initialement par une importante mixité sociale) à une focalisation sur des faits divers souvent violents, laissant en bonne partie hors-champ ce qui se joue en banlieue, socialement et économiquement, en dehors des situations d'émeute ou directement postérieures aux émeutes (des Minguettes en 1981 à Villiers-le-Bel en 2007).

Cette évolution faisant la part belle aux faits divers est d'ailleurs l'objet du 3<sup>ème</sup> chapitre qui en propose une explication essentiellement fondée sur la détérioration des conditions du travail journalistique en banlieue, l'évolution de la définition sociale du métier de journaliste (induisant une dépolitisation et une déspecialisation), le renforcement de la séparation entre journalistes « assis » et journalistes « debout » (D. Marchetti), ainsi que la montée des logiques commerciales brouillant les frontières entre presse « sérieuse » et presse de « divertissement ». L'auteure met ainsi au jour un certain nombre de principes de différenciation du travail journalistique sur les quartiers populaires (spécialistes/généralistes, faits de société/faits divers, presse nationale/ presse locale, angélisme/réalisme), en insistant sur le fait que ces quartiers constituent un sujet dominé et qu'en tant que tel ils sont généralement assignés à de jeunes journalistes en quête de reconnaissance. Ces derniers, qui n'ont souvent ni le choix de l'angle d'attaque ni « la maîtrise du produit final » (réservés à la rédaction en chef, qui a le premier et le dernier mot, et décide en bonne partie au vu de ce que font les « confrères »), sont envoyés « au charbon », en urgence et dans des circonstances extraordinaires (émeutes, fusillade, etc.). Dans ces conditions, il n'est nul besoin de présumer l'adhésion pleine et entière de ces (souvent jeunes) journalistes au modèle d'information centré sur la dimension la plus « spectaculaire » de la vie en banlieue pour expliquer la domination actuelle de ce modèle. C'est en ce sens qu'il faut bien parler d'un « paradoxe médiatique », où « plus un domaine est médiatisé, moins les journalistes sont les producteurs réels de l'information ».

Un aspect original de ce travail tient enfin à l'étude des stratégies mises en œuvre par les habitants des quartiers populaires et par leurs élus pour résister à la « vision médiatique » [5]. Paradoxalement, on aperçoit ici l'emprise des médias – et notamment des médias de grande diffusion, en premier lieu la télévision – sur la définition sociale des individus et des groupes, contraignant les habitants des cités à se définir par rapport à (et souvent contre) l'image véhiculée d'eux-mêmes dans les médias. Mais cela signale également, point sur lequel Julie Sedel ne s'attarde malheureusement pas – peut-être parce que cela l'amènerait à interroger la théorie bourdieusienne de la domination [6] –, ce que Claude Grignon appelait « la capacité de non-reconnaissance des classes dominées » [7]. Or, c'est bien cette capacité qui justifie la nécessité – du point de vue des classes dominantes – du travail d'imposition de l'arbitraire médiatique. Prenant l'exemple d'un reportage diffusé par Canal+ en 1989 et portant sur une cité de Gennevilliers, elle décrit les réactions de la population du quartier. Celle-ci conteste non seulement l'image qui est renvoyé du quartier (assimilé à un « ghetto ») mais aussi les individus choisis par les médias et érigés en porte-parole de la cité. La municipalité va quant à elle mettre en place un « dispositif de réparation symbolique » visant à restaurer l'image de la ville – auprès de la population mais aussi de l'extérieur, notamment des classes moyennes que les élus cherchent à attirer. Reconnaître et donner toute sa place à cette « capacité de non-reconnaissance » de la légitimité médiatique ne doit toutefois pas conduire à occulter les très fortes inégalités devant les médias, ce que rappelle l'auteure en introduisant opportunément les concepts proposés par Stuart Hall de « définisseur primaire », désignant les sources privilégiées par les médias du fait de leur statut institutionnel (police, justice, et à un moindre degré élus), et de « définisseur secondaire » (associations, éducateurs, chercheurs, militants, population), dont « le poids sur la définition de l'événement » est faible.

Outre le fait de combler un vide en matière de sociologie des médias, ce n'est pas le moindre mérite du travail de Julie Sedel de montrer que le pouvoir des médias, s'il ne s'exerce pas comme une force toute-puissante et occulte, engendre bel et bien des effets, sous la forme d'une imposition de problématiques qui – du fait de la prépondérance acquise par les médias, et notamment de la télévision, dans le « nouveau jeu politique » (Champagne) et de la « circulation circulaire de l'information » dont parlait Bourdieu – parviennent à conquérir le statut d'évidences et à structurer le débat politique. L'emprise du discours journalistique sur les banlieues doit ainsi être comprise au croisement de l'évolution du champ médiatique – impliquant l'ensemble des mutations touchant à ses relations au champ du pouvoir mais aussi aux conditions et à la division du travail journalistique – et des dispositifs institutionnels qui, depuis les années 1980, ont contribué à une dépolitisation et à une « spatialisation des problèmes sociaux » [8], fondée sur l'éviction progressive de la problématique des inégalités socioéconomiques et des luttes de classe au profit des questions d'aménagement urbain, d'insécurité [9] voire d'immigration [10].

---

[1] J. Sedel, *La banlieue comme enjeu de lutte symbolique. Contribution à l'analyse des relations entre médias et champs sociaux*, Thèse de sociologie, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 2007.

[2] Voir notamment : *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.

[3] Voir M. Cartier, I. Coutant, O. Masclat & Y. Siblot, *La France des « petits-moyens »*. *Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La découverte, 2008.

- [4] Cf. O. Masclat, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La dispute, 2003.
- [5] Cf. P. Champagne, « La vision médiatique », in *La misère du monde* (dir. P. Bourdieu), Paris, Seuil, 1993, pp. 61-79.
- [6] Celle-ci accorde en effet peu de place aux capacités de résistance - individuelle et collective, informelle et organisée - des agents. Voir C. Nordmann, *Bourdieu/Rancière: la politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.
- [7] Voir C. Grignon & J.-C. Passeron, *Le savant et le populaire*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989.
- [8] Voir F. Poupeau & S. Tissot, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, 4, n°159 ; voir également S. Tissot, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.
- [9] L. Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*, La Découverte, 2008
- [10] Le ministère de « l'immigration et de l'identité nationale » n'est que l'aboutissement d'un processus d'« ethnicisation du discours de l'immigration » (Noiriel), amorcé au début des années 80 et qui s'est développé avec l'irruption, la diffusion et la banalisation croissante du discours lepéniste. Sur ce point, voir G. Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe-XXe siècle). Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007, chap. 8.